



FONDATION RENÉ CASSIN
Institut International des Droits de l'Homme
International Institute of Human Rights
1969 - 2019



UNHCR
United Nations High Commissioner for Refugees
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

22^{ème} Formation intensive sur le Droit des Réfugiés Strasbourg, 17 – 28 juin 2019

Présentation de l'équipe enseignante

Par ordre d'intervention

Serge SLAMA



Serge SLAMA est professeur de droit public à l'Université Grenoble-Alpes, membre du CESICE. Spécialiste des droits de l'Homme, il travaille plus particulièrement sur le droit d'asile, le contentieux des étrangers, l'incidence des états d'exception sur les libertés ou encore sur le statut des lanceurs d'alerte en Europe. Il est membre du Comité scientifique de la Revue des droits de l'Homme et du Dictionnaire permanent - Droit des étrangers. Il est aussi expert auprès de la Commission "Libertés" du Conseil national des barreaux et membre du Comité scientifique du Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Serge SLAMA donnera la *conférence inaugurale* sur le thème : : *Peut-il exister un droit d'asile sans liberté de circulation ?*

Niki ALOUPI



Professeur de droit public à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas depuis septembre 2018, Niki ALOUPI était auparavant professeur à l'Université de Strasbourg, et ce depuis son agrégation en 2012. Elle exerce également la fonction de juge-assesseur représentant du HCR auprès de la CNDA depuis 2013. Auteur de plusieurs publications relatives au droit international, droit de la mer ou aux rapports des systèmes, elle enseigne le droit international public, le droit d'asile, le droit de la mer, le droit des espaces, le droit des organisations internationales et les principes généraux de droit international économique. Niki ALOUPI dirige le Master 2 Administration internationale à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas. Elle co-dirige la chronique trimestrielle "Jurisprudence internationale" de la Revue générale de droit international public, dont elle est membre du

comité de rédaction. Elle est également membre du Conseil de la Société française pour le droit international (SFDI). Elle fait partie, depuis 2011, de l'équipe de secrétaires-rédacteurs de l'Institut du droit international. Niki ALOUPI interviendra pour le cours sur *Droit des réfugiés et droit international des droits de l'homme*.

Caroline LALY-CHEVALIER



Caroline LALY-CHEVALIER est Conseillère juridique auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR, Paris) et chargée de liaison auprès de l'OFPRA et la CNDA. Elle est actuellement en détachement de son poste de Maître de conférences en droit international public à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille II, où elle dirigeait notamment la spécialité « Action humanitaire, Solidarités internationales et Crises » du Master professionnel sciences politiques. Auteur de plusieurs ouvrages, souvent sollicitée pour des colloques et conférences relatifs au droit d'asile, Caroline LALY-CHEVALIER donnera le cours sur *le HCR : son mandat et ses activités*.

Mamadou Dian BALDE



Mamadou Dian BALDE est actuellement Directeur adjoint au sein de la Division pour la résilience et les solutions, récemment établie au siège du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR). A ce titre, il supervise les programmes globaux du HCR en matière d'éducation, d'inclusion socio-économique, de rapatriement librement consenti et d'intégration locale. Au cours de ses 20 ans de carrière au sein du HCR, il a été affecté et effectué de longues missions en Afrique (au Bénin, au Libéria, en Guinée, au Soudan, au Kenya, en Éthiopie, au Tchad et en Algérie), en Asie (Corée du Sud) et à Genève, au siège de l'organisation. Ses plus récentes affectations pour le HCR sont : Représentant adjoint pour la protection en Éthiopie, Représentant par intérim auprès de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba ; et Représentant adjoint au Tchad. Auparavant, il a servi à la Division de la protection internationale à Genève en tant que chef de l'unité des solutions globales. Mamadou Dian BALDE est titulaire d'un doctorat en droit international de l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Il a été chargé de cours en droit international et droit international des droits de l'homme dans des universités en Guinée et en Corée du Sud. Il donnera le cours relatif au *Pacte Mondial sur les réfugiés et son application*.

Hélène RASPAIL



Hélène RASPAIL est Maître de conférences en droit public à l'Université du Maine. Elle y enseigne le droit international, le droit européen et le droit constitutionnel. Elle exerce également la fonction de juge-avocat auprès de la Cour nationale du droit d'asile, nommée par l'UNHCR. Elle est membre de la Société française pour le droit international et lauréate du prix Suzanne Bastid 2012 pour sa thèse intitulée *Le conflit entre droit interne et obligations internationales de l'État – Point de vue du droit international*. Elle est l'auteur de plusieurs publications en droit international public et en droit d'asile. Hélène RASPAIL donnera le cours sur *le principe de non-refoulement et le droit des réfugiés*.

Rolince MBUNGO

Rolince MBUNGO est Administrateur associé de Protection auprès de la Représentation en France du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Avant de rejoindre le bureau du HCR en France, il a travaillé au bureau du HCR en République Centrafricaine, principalement sur la protection des déplacés internes. Rolince MBUNGO est titulaire d'un doctorat en droit public de l'Université de Poitiers. Ses travaux de recherche ont porté sur le rôle des Nations Unies en matière de protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Il a effectué des séjours de recherche à la *Columbia Law School* et à la *Fordham Law School* (Etats-Unis d'Amérique). Rolince MBUNGO donnera le cours sur *les déplacés internes*.

Veronique De RYCKERE

Véronique De RYCKERE est Conseillère juridique, BELBR Protection au HCR Bruxelles. Elle donnera le cours sur *l'apatridie : Cadre juridique, mandat et action du HCR*

Jean-Yves CARLIER



Jean-Yves CARLIER est professeur à l'Université Catholique de Louvain (UCL) en Belgique. Il est également Avocat au Barreau du Brabant Wallon. Il a été et est professeur invité dans différentes universités (Paris II Panthéon-Assas, Caen, Strasbourg, Aix-Marseille, Montréal, Den Hague Academy of International Law, Rabat, Tunis, Ouagadougou, Cotonou, Bujumbura, Bukavu). Il enseigne le droit privé international, le droit européen et le droit international des droits de l'homme. Il est également membre du réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'asile en Europe (Odysseus). Jean-Yves CARLIER fera la série de cours sur *le statut de réfugié au regard de la Convention de Genève*.

Sylvie SAROLEA



Professeure de droit international et des étrangers à l'Université Catholique de Louvain, Sylvie SAROLEA est également Avocate au Barreau du Brabant Wallon. Ses principaux sujets de recherche sont entre autre: la mise en œuvre de la réforme de l'adoption internationale sous l'angle du droit international des droits de l'homme, la jurisprudence des juridictions internationales en matière d'immigration et d'asile, la réforme du droit belge de l'immigration sous l'angle du droit international des droits de l'homme, plusieurs recherches comparatives au sein du réseau Odysseus au sujet de la détention des étrangers, des alternatives à celle-ci et à son contrôle juridictionnel. Mme Sarolea enseignera *les politiques européennes en matière d'asile et d'immigration*.

Ledi BIANKU

Ancien juge albanais à la Cour européenne des droits de l'Homme, Ledi BIANKU est actuellement professeur associé à l'Université de Strasbourg. Il donnera la conférence spéciale sur le thème *les réfugiés et les demandeurs d'asile dans la jurisprudence de la CEDH*.

Jutta SEIDEL



Jutta SEIDEL est Associée juridique principale à la Représentation de l'UNHCR auprès des Institutions Européennes à Strasbourg. Elle travaille depuis 2008 pour le HCR. Elle s'occupe des activités de coopération juridique organisées conjointement par le HCR et le Conseil de l'Europe dans les Etats membres de celui-ci. Elle contribue aux interventions du HCR devant la Cour européenne des droits de l'homme et devant le Comité des Ministres concernant l'exécution des arrêts rendus par la Cour. Elle fait également partie de l'Equipe du HCR de réponse aux situations d'urgence et a conduit des missions visant à mettre en place et gérer des camps de réfugiés au Soudan du Sud (en 2012/2013) ainsi qu'au Rwanda (durant la crise au Burundi en 2015). Jutta Seidel a étudié le droit (avec spécialisation en droit international et européen) aux facultés de droit de l'Université de Freiburg et Hambourg en Allemagne, ainsi qu'à la faculté de droit de l'Université de Genève et à l'Institut Universitaire pour les Hautes Etudes Internationales (I.U.H.E.I) à Genève. Elle est avocate au barreau en Allemagne (titulaire du premier et deuxième Examen d'Etat en droit en Allemagne). Elle assurera la modération de la table ronde de *présentation des activités du HCR-Strasbourg avec ses interlocuteurs du Conseil de l'Europe sur le thème de l'accès au territoire et le droit d'asile*.

Matthieu BIRKER



Matthieu BIRKER travaille au sein du Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe depuis septembre 2012. Il y suit particulièrement les développements relatifs aux droits de l'homme en Autriche, à Chypre, en France et en Grèce. Il est également le conseiller thématique de la Commissaire sur l'impact des mesures anti-terroristes sur les droits de l'homme, ainsi que sur la protection des données personnelles. Avant de rejoindre le Conseil de l'Europe, il était chercheur à l'Université de Strasbourg, qui lui a conféré le grade de docteur en droit pour sa thèse sur la défense des intérêts collectifs devant les commissions et cours régionales des droits de l'homme. Il a également enseigné à l'Université de Strasbourg ainsi qu'à la China-EU School of Law de Pékin et publié plusieurs articles et commentaires dans le domaine du droit international des droits de l'homme. De 2008 à 2018, il était membre junior du réseau d'experts indépendants (FRALEX) de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne. Matthieu BIRKER a également travaillé pour une ONG de défense des droits des migrants. Il fera partie du panel d'experts de la table ronde de *présentation des activités du HCR-Strasbourg sur le thème de l'accès au territoire et le droit d'asile*.

Sébastien RIETZ



Gradué en sciences politiques et en droit européen, avec spécialisation dans les domaines du Conseil de l'Europe, des droits humains, de la prévention de la torture et des questions migratoires, Sébastien RIETZ occupe actuellement le poste d'administrateur au sein du Secrétariat du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitement inhumains ou dégradants (CPT). Il est notamment chargé des relations avec l'Allemagne et la Grèce et de la question des ressortissants étrangers privés de liberté. Dans cette capacité, il a visité de nombreux centres de rétention pour ressortissants étrangers, des « hotspots » et des commissariats de police ainsi qu'observé un vol retour. Précédemment, Sébastien RIETZ était le Représentant d'Amnesty International auprès du Conseil de l'Europe et Co-secrétaire de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il a également conseillé des demandeurs d'asile et des réfugiés en tant que bénévole avec Amnesty International. Sébastien fera partie du panel d'experts de la table ronde de *présentation des activités du HCR-Strasbourg sur le thème de l'accès au territoire et le droit d'asile*.

Daniel SENOVILLA HERNANDEZ



Juriste de formation et titulaire depuis 2010 d'un Doctorat en Migrations internationales- Université de Comillas (Madrid) et d'un DEA (2005) et un Master en Migrations (2000), Daniel SENOVILLA HERNANDEZ applique dans ses travaux une approche pluridisciplinaire combinant analyse juridique et recherche en sciences sociales. Il a été intégré en 2004 en tant que doctorant invité au laboratoire MIGRINTER, Migrations, Espaces et Sociétés- UMR 7301- unité à laquelle il est aujourd'hui rattaché à titre principal. Il a préalablement travaillé pour l'Observatoire International de la Justice Juvénile, la Croix Rouge espagnole et Médecins sans Frontières.

Les recherches doctorales de Daniel SENOVILLA HERNANDEZ (2005-2010) ont porté sur la comparaison du traitement juridique et de la situation des mineurs isolés étrangers dans 6 Etats européens. Entre 2011 et 2016, Daniel SENOVILLA HERNANDEZ a assumé la coordination scientifique des projets européens PUCAFREU- Promouvoir l'accès aux droits fondamentaux des mineurs isolés étrangers en Europe et MINAS autour de la notion d'intérêt supérieur de l'enfant appliquée aux mineurs migrants. Entre autres fonctions, il est actuellement responsable d'un projet de Observatoire de la Migration de Mineurs (OMM: www.omm.hypotheses.org) et de la revue Jeunes et Mineurs en Mobilité- JMM : <https://omm.hypotheses.org/revue-jmm-jeunes-et-mineurs-en-mobilite>. Daniel SENOVILLA HERNANDEZ donnera le cours sur *la protection des enfants migrants non-accompagnés*.

Inge DE LANGHE

Inge DE LANGHE est Senior Protection/Durable Solutions Officer, DIP/Protection management au UNHCR Genève. Il donnera le cours sur *la réinstallation et autres voies d'accès légal au pays tiers*.

Dia Jacques GONDO



Dia Jacques GONDO est Administrateur Principal Chargé de Protection auprès de la Représentation en France du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR) à Paris. Il est titulaire d'un Doctorat en Droit Public. Doté de plusieurs années d'expérience acquise dans le cadre des opérations du HCR (rejoint en 1998), à travers plusieurs missions internationales et affectations dans différents pays (Côte d'Ivoire, le Tchad, le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Nigeria, le Sénégal et la France), Dr. GONDO a également été enseignant à l'Université de Paris II Panthéon Assas et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Il représente le HCR dans la coordination de la Formation et assurera les cours sur *La protection des réfugiés dans le contexte d'afflux massifs*.

Amina BOUCHRA

Amina BOUCHRA est Directrice Adjointe d'Horizon Amitié. Elle interviendra dans la présentation donnée par Horizon Amitié sur le thème de *l'accompagnement juridique et social des migrants et demandeurs d'asile en France : l'action de l'association Horizon Amitié*.

Christel PHILLIPS

Christel PHILLIPS est titulaire d'un Master 2 en droit privé obtenu en 2004 à la faculté de droit de Strasbourg. Elle a exercé pendant presque 12 ans en qualité de juriste en droit des sociétés et droit des affaires dans différents cabinets d'expertise comptable sur Strasbourg et à Fort de France. Elle a également été auditrice juridique dans un cabinet de fusion-acquisition. Depuis 2016 elle a entrepris une reconversion professionnelle dans le secteur social. Elle a débuté la formation CAFDES qui est en cours de finalisation cette année. Elle a intégré Horizon Amitié en décembre 2017 en qualité de cheffe de service du CAES et dirige le Pôle Asile et Migration depuis mai 2019. Elle interviendra dans la présentation donnée par Horizon Amitié sur le thème de *l'accompagnement juridique et social des migrants et demandeurs d'asile en France : l'action de l'association Horizon Amitié*.

Mathieu BOIDE



Juriste de formation, M. BOIDE a rejoint le service juridique d'une association nationale de défense des droits humains dès sa sortie d'université, avant d'être recruté comme consultant par la Représentation pour la France du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés. Devenu magistrat administratif en 2015 après être, notamment, intervenu durant neuf ans en qualité d'assesseur représentant le HCR auprès de la Cour nationale du droit d'asile, il préside des formations de jugement au sein de cette juridiction depuis le mois d'octobre 2018 et assure depuis janvier 2019 des fonctions de contrôleur auprès du Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Il fera le *débriefing du cas pratique*.